

Non à la casse de l'Ecole

Communiqué de la Fédération du Parti Radical de Gauche des Hautes-Pyrénées

Au moment où nous apprenons en ce début d'année 2011, la suppression de 50 postes d'enseignants dans notre département, le PRG, ses élus, parlementaires, conseiller régional, conseillers généraux, maires, élus locaux et militants souhaitent dénoncer fermement la politique de mise à mal du service public d'Education Nationale imposée par le gouvernement UMP. Ainsi, en HP, 26,5 postes d'enseignants seront supprimés dans le premier degré et 24 dans le second degré, en zone urbaine comme en zone rurale.

Après tant de postes supprimés ces dernières semaines, une nouvelle ponction vient mettre à mal l'encadrement pédagogique de nos enfants. Il faut refuser que l'éducation obéisse uniquement à des logiques financières. Cette décision ne respecte pas le caractère spécifique de notre département. Les Hautes-Pyrénées c'est aussi une particularité montagnarde. En effet, que valent des ratios élèves/classes dans nos bassins de vie perchés au fond de vallées, éloignés géographiquement des bourgs centres. Les Hautes-Pyrénées c'est aussi des quartiers urbains difficiles qui nécessitent des accompagnements renforcés. Ces espaces doivent aussi vivre et prospérer.

En 2011, ce sont 16 000 postes au plan national qui seront supprimés, faisant passer le nombre de suppressions à 66 000 depuis 2007 (9 000 dans le primaire et 48 500 dans le secondaire).

Bien que 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans qualification ni diplôme, le gouvernement a choisi une fois de plus de puiser dans un service public, qui ne peut être considéré comme rentable en terme comptable, pour financer des mesures fiscales injustes qui bénéficient aux plus riches.

Tandis que le nombre d'élèves inscrits augmentera pour la première fois depuis bon nombre d'années, les moyens mis en œuvre par le gouvernement dans le domaine du primaire demeurent de 15% inférieurs à ceux des autres pays de l'OCDE.

Il est donc essentiel de se mobiliser pour refuser sur tout notre territoire départemental cette remise en cause du service public. L'école est notre avenir car il s'agit avant tout de celui de nos enfants. Par notre opposition à ce projet néfaste et par notre appui aux revendications de nos élus et du monde enseignant, il s'agit de défendre notre conception républicaine du service public d'Education Nationale et de rappeler de fait aux partisans de l'ignorance et de l'incertitude érigée comme normes, que le savoir est une des conditions d'existence qui permet de garantir la liberté à chacun.

Le 25 janvier 2011